



Irving Fisher Committee on
Central Bank Statistics



Réunion de Haut Niveau ISI IFC sur la gouvernance des données,

22 novembre 2019, Tunis,

A organiser en Afrique le 22 novembre 2019

Note conceptuelle de l'événement

BT / IK – Aout 2019

Contexte

Lors du dernier ISI WSC à Marrakech, une réunion des directeurs généraux des instituts nationaux de statistique africains a été organisée le 20 juillet 2017 conjointement par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Cette réunion s'est achevée par l'adoption d'une déclaration soulignant le rôle déterminant que les statistiques peuvent jouer dans la mesure, le suivi et l'évaluation des objectifs de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 pour le développement de l'Afrique, l'Agenda international 2030 pour ODD, ainsi que d'autres initiatives. On a estimé qu'un modèle de développement statistique endogène pourrait utilement soutenir l'intégration économique régionale dans cette perspective. La CEA a été invitée à examiner l'organisation, en coopération avec un partenaire local, la Conférence des DG des INS de l'Afrique en 2019 avec toutes les institutions partenaires impliquées dans le développement de la statistique en Afrique.

Il va sans dire que le développement du renforcement des capacités en Afrique devrait tirer profit de tout le soutien international disponible, y compris de la sphère des Nations Unies, mais également de la communauté des banques centrales, représentée par le Comité Irving Fisher sur les statistiques des banques centrales (IFC) de la Banque des règlements internationaux (BRI), un comité associé à l'ISI. En outre, les contraintes de ressources existantes dans les statistiques officielles appellent à un rapprochement entre les Banques centrales nationales et les INS - en particulier lorsqu'il aborde des sujets d'intérêt commun pour les statisticiens africains tels que les aspects de gouvernance des données.

L'importance de cadres de gouvernance de données appropriés

L'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et la réponse statistique mondiale à la grande crise financière de 2007-09 dans le contexte de l'initiative Data Gap approuvée par le G20 ont souligné le rôle des statistiques économiques dans la mise en place de politiques fondées sur des données factuelles. Le regain d'intérêt pour l'interaction entre la politique économique et les données met en évidence la nécessité d'établir des cadres de gouvernance appropriés pour la collecte, la gestion, la diffusion et l'utilisation de statistiques officielles. Les instituts nationaux de statistique et les services statistiques des banques centrales, ainsi que des organisations internationales, participent naturellement de manière active à ce domaine, en bonne coordination avec les universités et le grand public. L'atelier reviendra sur ces différentes questions sous plusieurs angles, en mettant l'accent sur la perspective africaine.

En ce qui concerne la première collecte de données, les enquêtes statistiques et les recensements «traditionnels» peuvent de plus en plus être complétés par de nouvelles sources d'informations, notamment les méga-données et les sources administratives (révolution des micro données). Cela pourrait s'avérer une grande opportunité pour les systèmes statistiques moins développés dans les États africains, compte tenu notamment des coûts élevés associés à la mise en place de collectes de données standard. Cependant, quels

sont les principaux problèmes de gouvernance posés par ces nouvelles sources de données, en termes de qualité et d'exactitude, de confidentialité, de propriété et de réputation? Les questions qui intéressent particulièrement les statisticiens publics sont les suivantes: comment les nouvelles sources d'informations (qu'il s'agisse d'ensembles de données commerciales privées ou de registres publics qui n'ont pas été initialement collectées à des fins statistiques) et les producteurs de données situés en dehors du système statistique national vis-à-vis des Principes fondamentaux définis pour le périmètre de la statistique officielle du système statistique national? Cela soulève également la question de savoir si et comment les législations statistiques nationales et les cadres de qualité devraient être révisés en conséquence.

En ce qui concerne le deuxième domaine, la gestion des données, la combinaison de nouveaux types de données et de besoins analytiques en constante évolution nécessite des ressources plus nombreuses et parfois différentes, ce qui peut s'avérer difficile dans les pays en développement. L'un des domaines clés en Afrique est de savoir comment renforcer les capacités statistiques et quel rôle les organismes nationaux de statistique pourraient jouer dans cette entreprise avec les organisations internationales.

Troisièmement, la diffusion des données pose également de nouveaux défis. D'une part, les nouvelles techniques de numérisation permettent un accès plus facile et presque gratuit à l'information, ce qui peut être une grande opportunité pour les populations africaines. D'autre part, la complexité croissante des activités économiques et financières met l'accent sur l'éducation statistique et la culture financière. En effet, on s'intéresse de plus en plus aux politiques d'inclusion financière en Afrique, mais les mesures visant à faciliter l'accès des ménages et des petites entreprises aux services de crédit et de paiement ne peuvent être efficaces que si les agents économiques comprennent bien les questions et les données financières. Une autre complexité est liée à la nécessité croissante de saisir les implications de la mondialisation pour les statistiques officielles.

Enfin, il existe un intérêt croissant au niveau mondial pour une meilleure utilisation des données à des fins politiques, notamment lors de la conception, du calibrage, de l'évaluation et de la modification des actions politiques. Un facteur clé est que la granularité des nouveaux ensembles de données peut aider à capturer des dimensions très distinctes et spécifiques qui sont pertinentes pour les actions politiques - en aidant à faciliter l'évaluation ex ante de l'impact, à comprendre les effets en retour et les conséquences inattendues et à identifier les domaines d'amélioration. Comment ces cadres basés sur des indicateurs devraient-ils être développés en Afrique pour tirer les leçons des actions politiques? Quelles sont les implications pour les statistiques officielles, compte tenu en particulier des limitations existantes en matière d'accès et de partage de données?